

COMMISSION DE LA JUSTICE**COMMISSIE VOOR DE JUSTITIE**

du

van

MARDI 27 FÉVRIER 2007**DINSDAG 27 FEBRUARI 2007**

Matin

Voormiddag

La réunion publique est ouverte à 10 h 18 sous la présidence de M. Tony Van Parys.

01 Questions jointes de

- **M. Alain Courtois** à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "les frais de justice en matière répressive" (n° 14072)

- **M. Tony Van Parys** à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "l'absence de publication des tarifs indexés des frais de justice en matière répressive" (n° 14245)

01.01 Alain Courtois (MR) : Quel est le régime applicable en attendant la prise des arrêtés royaux prévus par la loi-programme du 15 décembre 2006 en ce qui concerne les frais de justice ?

Faut-il comprendre, à la lecture de votre circulaire n° 90 du 18 décembre 2006, que c'est le barème actuellement cassé par le Conseil d'État qui servira de référence maximale ?

Qu'en est-il de la prise des arrêtés royaux en question ? La fixation de la tarification des barèmes tiendra-t-elle compte de l'avis des organisations représentatives des experts ?

01.02 Tony Van Parys (CD&V) : Les montants indexés 2007 des indemnités pour frais de justice en matière répressive n'ont toujours pas été publiés au *Moniteur belge*. Quelle en est la raison ? Quelles indemnités peuvent actuellement être réclamées ? Il règne une grande confusion dans ce domaine.

01.03 Laurette Onkelinx, ministre (*en français*) : Le dispositif prévu par la loi-programme vise à donner une base légale à la notion de frais de justice en matière répressive. Ce texte institue une commission des frais de justice en tant que juridiction administrative autonome. La procédure devrait se trouver clarifiée en ce qui concerne les montants dus. On distingue clairement la décision de solliciter l'expert, l'approbation de son état de frais et le recours contre une décision négative.

L'arrêté royal organique de la commission des frais de justice est prêt pour la signature royale. Ma collègue du Budget vient de donner son accord et le Conseil d'État a été saisi d'une demande d'avis.

Le nouveau règlement général est en cours d'élaboration. Ce texte reprendra l'ensemble des thèmes abordés dans le règlement général de 1950 et réorganisera le dispositif. En matière de recouvrement des frais, les principes ne sont pas modifiés.

Concernant le régime transitoire, ma circulaire n° 90 indique que le régime du barème des honoraires d'expert et de prestataire de service est maintenu. Le dernier barème en vigueur ayant été annulé par le Conseil d'État, le précédent reprend force et vigueur.

Il est recommandé aux magistrats de tenir compte de l'évolution du coût de la vie depuis 1999. Il est recommandé aux autorités judiciaires de faire acter l'accord de l'expert sur le montant ainsi fixé.

Une nouvelle circulaire 90*bis* rappellera ces principes. Conformément à la circulaire ministérielle 90, ce n'est qu'à titre dérogatoire et exceptionnel qu'il peut être dérogé aux règles de rémunération définies.

La tarification a été adaptée aux réalités actuelles, et indexée. Des comparaisons avec les pays voisins sont également réalisées.

J'attends des autorités judiciaires et administratives une rigueur dans le traitement des frais de justice pour que le budget qui leur est accordé reste maîtrisable, dans le strict respect de l'indépendance juridictionnelle des magistrats.

(*En néerlandais*) Le 30 octobre 2006, le Conseil d'État a annulé les barèmes des honoraires en matière répressive à défaut de base légale. Cette base a ensuite été incluse dans la loi-programme du 27 décembre 2006.

L'arrêté royal instituant la Commission des frais de justice en matière répressive a été transmis au Conseil d'État pour avis ; l'arrêté royal portant règlement général en la matière est soumis à un contrôle budgétaire. En attendant la publication des arrêtés royaux, des instructions ont été données au moyen de circulaires.

01.04 Alain Courtois (MR) : Je souhaite que l'on tienne compte de l'avis des organisations représentatives lors de la fixation des barèmes.

01.05 Tony Van Parys (CD&V) : Je partage l'avis de M. Courtois.

L'incident est clos.

02 Question de M. Patrick De Groote à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "le contrôle des données téléphoniques et/ou de courriel comme méthode particulière de recherche" (n° 14120)

02.01 Patrick De Groote (N-VA) : Le 6 février 2007, j'ai interrogé la ministre à la suite de la publication d'un article de presse faisant état de l'analyse des communications GSM d'un journaliste à la demande d'un juge d'instruction anversois. Selon nous, il s'agissait d'une infraction à la loi relative à la protection des sources journalistiques. La ministre n'a évidemment pu donner qu'une réponse partielle, l'enquête étant en cours, mais je souhaiterais lui poser quelques questions plus générales.

Quelle procédure doit être suivie par un juge d'instruction qui souhaite obtenir des données téléphoniques ou des données relatives au courrier électronique des opérateurs ? De quelle manière des abus éventuels sont-ils dépistés ? Les intéressés sont-ils mis au courant ? Peuvent-ils demander à l'opérateur si leurs données ont fait l'objet d'une enquête et l'opérateur est-il tenu d'y répondre ? Quelles procédures et quels contrôles sont prévus lorsqu'il s'agit d'une opération de la Sûreté de l'État ?

02.02 Laurette Onkelinx, ministre (*en néerlandais*) : Lors de la demande des données d'appel ou de la localisation de l'origine ou de la destination d'un message de télécommunication, le juge d'instruction est tenu d'appliquer la procédure visée à l'article 88*bis* du Code d'instruction criminelle relatif aux écoutes téléphoniques. Étant donné que les données d'appel ou de localisation ne peuvent être communiquées qu'à la requête du juge d'instruction, le risque d'abus est minime. En outre, la chambre des mises en accusation peut toujours soumettre chaque mesure ordonnée par le juge d'instruction à un contrôle de légalité.

Le propriétaire et/ou la personne inculpés peuvent toujours prendre connaissance des éléments du dossier – parmi lesquels les résultats de l'enquête sur les données téléphoniques – lorsque l'affaire est portée devant la chambre du conseil. La requête du juge d'instruction et les résultats de l'enquête sont toujours joints immédiatement au dossier répressif.

Le propriétaire et/ou la personne concernée ne peuvent s'informer auprès de l'opérateur de télécommunications pour savoir si la justice a demandé leurs données téléphoniques ou celles relatives au courrier électronique, car les opérateurs sont tenus de garder le secret en vertu de l'article 88*bis*.

La Sûreté de l'État ne peut s'appuyer sur aucun fondement légal pour intercepter des courriels ou procéder à des écoutes téléphoniques.

L'incident est clos.

03 Question de M. Tony Van Parys à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "le directeur de l'Organe de coordination pour l'analyse de la menace" (n° 14244)

03.01 Tony Van Parys (CD&V) : L'arrêté royal relatif à la vacance de directeur de l'Organe de coordination pour l'analyse de la menace (OCAM) a paru le 31 janvier 2007 au *Moniteur belge*.

La description des compétences exigées en matière de terrorisme et d'extrémisme est très vague. Les candidats doivent montrer de l'intérêt pour la situation géopolitique en matière de terrorisme et être bien informés de l'actualité mondiale.

Je suis également surpris par la description des connaissances linguistiques requises pour le directeur dans l'arrêté royal. Étant donné qu'un directeur adjoint néerlandophone a déjà été désigné, le directeur doit être francophone. Les candidats doivent disposer d'une connaissance élémentaire de la seconde langue. Cette exigence est selon moi absolument insuffisante. Un tel organe requiert le bilinguisme parfait et la connaissance de l'anglais.

Pourquoi les compétences et les connaissances requises sont-elles décrites de manière aussi générale ? Comment se déroule la procédure de sélection ? Quand l'OCAM aura-t-il un directeur ?

03.02 Laurette Onkelinx, ministre (en néerlandais) : L'article 7 de la loi du 10 juillet 2006 stipule que le directeur et le directeur adjoint de l'OCAM doivent être des magistrats qui disposent d'au moins cinq années d'expérience utile. L'arrêté royal du 23 janvier 2007 fixe le profil de fonction du directeur et du directeur adjoint de l'OCAM.

Les exigences ne portent pas uniquement sur l'expérience acquise en matière de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme mais aussi sur la capacité à diriger une équipe, à fixer des méthodes de travail et à assumer la responsabilité des évaluations réalisées au sein de l'OCAM. Le directeur doit surtout disposer d'une bonne connaissance des différents services qui collaborent avec l'OCAM en vue de renforcer la transmission des informations entre les services.

Les candidatures doivent être déposées le 2 mars 2007 au plus tard. Le ministre de l'Intérieur et moi-même demanderons ensuite un avis au magistrat fédéral en charge du terrorisme et aux chefs de corps des magistrats candidats à cette fonction. Dès que nous disposerons des avis, nous ferons rapport au comité ministériel Renseignements et Sécurité qui délibérera des candidatures.

(En français) Je veux absolument établir un processus transparent de comparaison des titres et mérites. La rapidité de la mise en place du directeur de l'OCAM dépendra principalement du nombre de candidatures qui nous seront adressées.

03.03 Tony Van Parys (CD&V) : Pour trouver le bon candidat à la direction d'un organe important, il faut avant tout définir clairement les compétences requises. Il s'agit ici de terrorisme et d'extrémisme. Les conditions actuelles fixées dans l'arrêté royal sont trop vagues et celles fixées pour les connaissances linguistiques sont plus lacunaires encore. Je me demande s'il s'agit d'une base solide pour une procédure de sélection sérieuse.

L'incident est clos.

04 Questions jointes de

- **M. Koen Bultinck à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "les expériences éventuelles de délivrance gratuite d'héroïne" (n° 14238)**
- **M. Jo Vandeuren à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "les expériences de délivrance d'héroïne à Liège" (n° 14344)**

04.01 Koen Bultinck (Vlaams Belang) : Le 15 février 2007, nous avons pu interroger le ministre de la Santé publique sur les expériences avec l'héroïne à Liège. La ministre de la Justice était alors valablement excusée.

Chacun, en son for intérieur, espérait que cette question ne serait plus évoquée à la fin de la législature. La note de politique fédérale en matière de drogue précisait clairement que le gouvernement fédéral ne devait lancer ou financer aucune expérience en matière de délivrance contrôlée d'héroïne. Lors d'une conférence de presse à Liège, deux ministres PS ont fait savoir qu'il était bien question de procéder à des expériences de délivrance d'héroïne.

Le gouvernement aurait-il changé d'avis ?

La ministre a toujours insisté sur le fait que la délivrance d'héroïne contrôlée était punissable. Ce ne serait donc subitement plus le cas ?

Les expériences de délivrance contrôlée de méthadone ne se déroulent d'ailleurs pas sans difficultés ; elles n'ont en outre pas encore fait l'objet d'une seule évaluation. Où en sont les expériences avec la méthadone ? La législation est-elle respectée à cet égard ? Quand procédera-t-on à une évaluation ?

Cette expérience a-t-elle reçu l'assentiment d'institutions internationales telles que l'*International Narcotics Control Board* (INCB) ?

Est-ce là la position du gouvernement ?

04.02 Jo Vandeuren (CD&V) : Au moment où nous avons débattu de la politique de tolérance en matière de consommation de cannabis, la position adoptée par le gouvernement consistait encore à dire que nous ne nous lancerions pas dans la distribution contrôlée d'héroïne et attendrions les résultats des expériences menées à l'étranger. Aussi nous étonnons-nous aujourd'hui que des expériences de distribution d'héroïne soient menées en Belgique.

Après avoir effectué une visite à Liège, j'ai compris que la concentration de toxicomanes dans cette ville résulte de la manière dont l'aide aux toxicomanes est organisée en Wallonie. En effet, les généralistes y prescrivent de la méthadone sans qu'aucun contrôle soit prévu alors qu'au Limbourg, ce type de prescription s'inscrit dans un cadre multidisciplinaire. Aujourd'hui, à Liège, il s'avère indispensable de pratiquer ce qu'on appelle le *harm reduction*. Si l'on avait suivi une autre approche, on aurait pu éviter les nuisances engendrées par la prescription de méthadone. Même à Liège, les responsables reconnaissent qu'ils ne sont pas sur la même longueur d'onde que leurs homologues flamands.

La délivrance d'héroïne est punissable mais cela ne semble pas poser de problème.

Pourquoi l'ancienne position du gouvernement a-t-elle été abandonnée ? S'agit-il bien ici d'une position du gouvernement ? Le premier ministre a éludé la question en séance plénière et son collègue de parti, M. Germeaux, se pose de sérieuses questions à propos de ce projet. Celui-ci est d'ailleurs présenté comme une expérience, mais cette terminologie n'est pas correcte et n'est utilisée que pour contourner la législation. Il s'agit ici bel et bien de *harm reduction*.

Lorsque le secteur de l'aide aux toxicomanes a demandé une augmentation de la capacité d'accueil pour les toxicomanes, le gouvernement lui a répondu que l'argent manquait à cet effet. Un problème de sécurité se posant à Liège, on a trouvé de l'argent pour financer ce projet. Comment expliquer cette situation ? Quand disposerons-nous enfin d'une politique valable en matière de drogues, fixant les bonnes priorités ? Les instances internationales ont-elles marqué leur accord sur ce projet ? Comment sera-t-il financé ?

04.03 Laurette Onkelinx, ministre (*en néerlandais*) : Les auteurs des questions présentent indûment ce projet comme un projet de délivrance gratuite d'héroïne. Il s'agit d'une expérience scientifique à durée limitée et avec un nombre limité de patients sélectionnés. Ce projet s'inscrit dans le prolongement de la politique générale en matière de lutte contre la drogue qui présente des aspects préventif, thérapeutique et répressif. Il

convient de limiter les risques pour les consommateurs et pour la société.

Il ne m'appartient pas en tant que ministre de la Justice d'apprécier la plus-value d'une expérience menée dans le cadre de la santé publique. De telles expériences sont menées depuis plusieurs années déjà dans d'autres pays. Les questions concernant le financement du projet, la délivrance de méthadone sous contrôle médical ou l'autorisation d'institutions internationales ne relèvent pas de ma compétence. Je vous renvoie au ministre de la Santé publique qui a d'ailleurs encore répondu récemment à ces questions en séance plénière. En tant que ministre de la Justice, je n'entretiens pas de contacts à propos de ce projet avec l'Université de Liège mais je suis par contre dûment informée par cette institution.

En ce qui concerne la législation, je partage l'avis du procureur général de Liège. De telles expériences peuvent être menées si elles bénéficient d'un encadrement médical suffisant, si elles sont limitées dans le temps et en ce qui concerne le nombre de patients, s'il y a une stricte approche scientifique et une évaluation multidisciplinaire. Ceci est également le point de vue de l'organe de contrôle international pour les produits stupéfiants de l'ONU. La délivrance d'héroïne en dehors d'un tel cadre expérimental est par contre interdite.

Le Collège des procureurs généraux sera informé régulièrement de l'évolution du projet. Compte tenu du caractère limité de l'expérience, aucune circulaire n'est nécessaire.

L'expérience s'inscrit dans le cadre du plan stratégique de lutte contre la consommation de drogue élaboré par la ville de Liège en 2003, qui a été soumis au premier ministre et qui a déjà fait l'objet de plusieurs réunions. L'accord du gouvernement n'est en principe pas requis pour cette expérience limitée mais la communication en la matière a toujours été transparente.

04.04 Koen Bultinck (Vlaams Belang) : La ministre elle-même ne s'encombre guère des détails. Nous nous sommes rendus en Suisse avec la commission de la Santé publique pour observer les expériences menées dans ce pays. Cependant, aucun résultat positif n'a pu nous être présenté et ces expériences n'ont donc aucun fondement scientifique.

La ministre nous indique aujourd'hui un moyen de tourner la loi : la délivrance d'héroïne n'est pas punissable s'il s'agit d'une expérience. Voilà qui me paraît constituer un dangereux précédent !

Je me demande pourquoi le gouvernement décide maintenant, en fin de législature, de lancer cette expérience alors que la note de politique du gouvernement fédéral relative au problème de la drogue, rédigée en 2001, indiquait clairement qu'aucune expérience ne serait mise sur pied ni financée. Il est regrettable que le gouvernement n'ait même pas pris la peine d'évaluer d'abord les expériences en cours avec de la méthadone.

Je constate que le premier ministre est au courant depuis 2003 déjà du projet et qu'il l'a dès lors approuvé. Cette attitude va à l'encontre de la position critique qu'adoptent certains de ses collègues de parti, dont Jacques Germaux.

La dépendance à l'héroïne constitue un problème important à Liège. Ce projet, centré sur 200 individus parmi les 3.000 héroïnomanes que compte la ville de Liège, vise à susciter l'impression qu'on s'occupe du problème. En réalité, deux ministres du PS ont choisi la voie de la facilité, une fois de plus.

04.05 Jo Vandeurzen (CD&V) : D'une part, on plaide pour une approche intégrée du problème de la drogue, axée sur la prévention, l'aide et la répression et, d'autre part, on affirme sans ambages qu'il n'y a aucun lien entre la Justice et la Santé publique. Le gouvernement tout entier a examiné ce plan et le premier ministre l'a entériné. La responsabilité des autres ministres est dès lors également engagée dans ce dossier.

Je m'interroge sur les priorités du gouvernement. Le secteur de l'assistance en Flandre réclame depuis longtemps déjà des moyens supplémentaires pour les centres d'accueil des toxicomanes. Dans le cadre d'une approche intégrée, comment le gouvernement justifie-t-il que ces centres ne reçoivent pas davantage de moyens mais qu'une somme énorme soit en revanche consacrée à un seul groupe de toxicomanes situé en bout de chaîne ?

La référence à des projets étrangers est dénuée de pertinence parce que les contextes diffèrent totalement. À l'étranger, comme en Suisse par exemple, le cadre multidisciplinaire en matière d'assistance aux toxicomanes est bien développé. L'héroïne n'est délivrée qu'à des conditions très strictes et en dernier recours. En Belgique, le problème de la drogue n'a pas encore été suffisamment analysé : nous disposons que d'un enregistrement partiel des toxicomanes, le phénomène du *methadon shopping* n'a guère été étudié et la distribution de méthadone n'a pas encore été évaluée.

Fixer de mauvaises priorités et délivrer gratuitement de l'héroïne sans avoir pleinement investi au préalable dans le réseau d'assistance et de trajets de soins, voilà qui est caractéristique du comportement de la coalition violette.

Il est par ailleurs curieux de considérer que la délivrance d'héroïne n'est pas punissable si elle intervient dans le cadre d'une expérience. En quoi ce projet peut-il constituer une expérience d'une durée limitée ? Serait-il prévu que les toxicomanes se retrouveront purement et simplement à la rue à l'issue de l'expérience ? Ce serait insensé ! Cette 'expérience' constitue en réalité un projet de longue durée, dont le seul objectif est la réduction des risques (*harm reduction*).

Il existe un monde de différence entre l'approche limbourgeoise en matière de délivrance de méthadone et l'approche liégeoise. Le gouvernement n'a cependant pas eu le courage de soumettre préalablement la méthode limbourgeoise à une analyse minutieuse. Et nous n'aurions pas le droit d'évoquer la régionalisation des soins de santé !

L'incident est clos.

05 Question de Mme Yolande Avontroodt à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "le droit pénal de la jeunesse et la psychiatrie infantile et juvénile" (n° 14147)

05.01 Yolande Avontroodt (VLD) : Depuis l'entrée en vigueur du nouveau droit pénal de la jeunesse, des jeunes mineurs d'âge sont placés dans des sections psychiatriques fermées pour adultes. Actuellement, un juge de la jeunesse peut décider de colloquer sur la base d'un simple rapport médical, sans qu'une évaluation psychiatrique juvénile soit nécessaire. Dans ce contexte, l'absence d'établissements psychiatriques fermés pour les enfants et les jeunes constitue également un problème. Les psychiatres infantiles et juvéniles flamands demandent que l'on se penche d'urgence sur ce problème.

La ministre est-elle au courant du fait que des mineurs d'âge sont placés dans des établissements fermés pour adultes ? Quelles mesures prendra-t-elle pour y remédier ? Se concertera-t-elle à ce sujet avec M. Demotte et des experts en psychiatrie infantile et juvénile ?

05.02 Laurette Onkelinx, ministre (en néerlandais) : j'ai été informée de ce problème. La responsabilité finale en incombe cependant à M. Demotte et Mme Vervotte et non à moi. Néanmoins, j'ai convenu avec M. Demotte de publier début mars une circulaire indiquant aux magistrats de la jeunesse qu'en vertu de la réglementation sur les hôpitaux, les jeunes mineurs ne peuvent pas être placés indéfiniment dans des sections pour adultes. La circulaire comportera également des explications sur l'accroissement prévu du nombre de lits FOR-K et d'autres formes de soins pour les mineurs délinquants présentant des problèmes de type psychiatrique. Ces projets seront mis en place dans les meilleurs délais.

Je signerai dans les prochains jours avec mes collègues Demotte, Vervotte, Vienne et Fonck un protocole d'accord comprenant en annexe un projet d'accord de coopération.

Les cinq lignes de force de cet accord sont les suivantes: la création d'une fonction de liaison entre le SPF Justice et les acteurs du secteur des soins de santé mentale, un accroissement du nombre de lits FOR-K de 44 unités (21 en Flandre, 12 à Bruxelles et 11 en Wallonie), une hausse du nombre de lits K de 30 unités (15 en Flandre, 6 à Bruxelles, 9 en Wallonie et 3 en Communauté germanophone), les soins par *outreaching*, et enfin, l'élaboration et l'évaluation d'un projet thérapeutique dans le cadre du projet d'accord de coopération.

Ces projets seront intégralement financés par le SPF Santé publique.

Une concertation est également en cours depuis septembre 2006 avec des experts de la psychiatrie infantile et juvénile.

05.03 Yolande Avontroodt (VLD) : Avec quels experts une concertation a-t-elle été engagée ? La ministre connaît-elle la note du professeur Deboutte ?

Cette analyse scientifique pourrait en effet constituer une amorce de solution. Je me félicite de l'augmentation du nombre de lits et de la conclusion d'un véritable accord de coopération avec les Communautés et les Régions, de sorte qu'une transition fluide puisse être assurée, mais j'aimerais savoir quels experts ont été consultés.

05.04 Laurette Onkelinx, ministre (en français) : Je n'ai pas ici la liste des experts consultés mais si vous le souhaitez, je vous la fournirai par écrit.

L'incident est clos.

06 Question de M. Melchior Wathelet à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "l'état déplorable dans lequel se trouve la justice eupenoise" (n° 14182)

06.01 Melchior Wathelet (cdH) : La justice eupenoise fonctionne depuis six ans avec cinq juges au lieu des six prévus au cadre. Le parquet n'a que trois membres au lieu de quatre et le contentieux fiscal est désormais du ressort du tribunal sans qu'aucun des six juges nommés à cette fin dans le ressort de la cour d'appel de Liège n'ait rejoint Eupen.

La cause de ce malaise semble être l'accès à la magistrature. Les candidats germanophones ne dominent pas parfaitement le français et réussissent rarement le concours ou l'examen d'aptitude.

Le tribunal de première instance est logé, depuis 1988, dans une maison trop exiguë pour accueillir les audiences correctionnelles, qui se tiennent à la justice de paix, notamment pour l'instant, le procès des Roumains réputés dangereux.

Quelles sont les pistes de solutions envisagées concernant l'accès à la magistrature des candidats germanophones ?

Le plan Themis de modernisation de l'organisation judiciaire aurait-il oublié Eupen ?

Où en est le projet de construction du nouveau palais de justice d'Eupen ?

06.02 Laurette Onkelinx, ministre (en français) : J'ai bon espoir que le parquet d'Eupen soit renforcé au cours de ce semestre. L'examen oral d'évaluation, organisé depuis 2006, permettra peut-être à davantage de candidats germanophones d'accéder à la magistrature.

La situation difficile d'Eupen s'explique notamment par la difficulté qu'éprouvent les candidats germanophones à réussir le concours d'accès au stage judiciaire et l'examen d'aptitude professionnelle, qui ne sont organisés qu'en français et en néerlandais.

Notre pouvoir d'action en ce qui concerne la connaissance des langues des candidats magistrats est limité, mais le Conseil supérieur de la Justice en débattrait probablement dans le cadre de la problématique des examens.

En dehors des magistrats nommés à la cour d'appel de Liège ou sur le territoire germanophone, un seul

magistrat justifie de la connaissance approfondie des langues allemande et française lui permettant d'être nommé à Eupen.

Nous pouvons tout au plus, par le biais de la formation, mettre les magistrats francophones ou néerlandophones qui justifient de la connaissance de la langue française en mesure de justifier de la connaissance approfondie de la langue allemande.

Des stagiaires judiciaires ont été autorisés, à titre exceptionnel, à suivre des cours particuliers en allemand.

Si le plan thémis ne vise pas explicitement Eupen, je ne doute pas cependant que la commission de modernisation sera attentive à cette situation difficile.

Le dossier relatif au relogement des services judiciaires d'Eupen est en cours depuis de nombreuses années.

En novembre 2004, une solution a pu être dégagée, qui consiste à reloger l'ensemble des services judiciaires sur le site *Rathausplatz*. Les services judiciaires seront installés, après rénovation lourde et expropriations, dans le bâtiment actuel du tribunal de première instance et du parquet du procureur du Roi, ainsi que dans les habitations situées à proximité du bâtiment précité.

L'arrêté d'expropriation des habitants a été publié au *Moniteur* le 17 janvier 2007. Le projet serait réalisé avec un marché de promotion et est estimé à 17 millions d'euros, TVA comprise. Les délais de finalisation du projet relèvent de mon collègue qui a la Régie des Bâtiments dans ses attributions.

06.03 Melchior Wathelet (cdH) : Je me réjouis d'entendre ce que vous annoncez au niveau du parquet.

Le plan Thémis doit tenir compte de la spécificité linguistique d'Eupen, l'inadéquation entre la langue de travail et la langue des études.

La question du bâtiment devient véritablement urgente, comme on le voit à l'occasion du procès que j'ai déjà mentionné. J'en ferai part aussi au ministre qui a la Régie des Bâtiments dans ses compétences.

L'incident est clos.

07 Question de M. Melchior Wathelet à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "une sanction de jeunes qui fait question à La Louvière" (n° 14184)

07.01 Melchior Wathelet (cdH) : Le bourgmestre de La Louvière a dénoncé, par voie de presse, la remise en liberté de six mineurs et d'un majeur qui, la nuit du 7 au 8 février, avaient lancé des cocktails Molotov sur la façade d'une institution psychiatrique et pédagogique.

Selon le bourgmestre, cette tentative d'incendie criminel appelait une punition exemplaire. Or, interpellés le vendredi par la police, les auteurs auraient tous été relaxés le samedi, sans rencontrer le juge de la jeunesse.

Ces jeunes seraient connus des services de police, mais pas de la justice.

Madame la ministre, dans quel but avez-vous demandé un rapport sur cette affaire ?

Comment améliorer la communication entre les autorités administratives, policières et judiciaires lorsqu'elles ont à connaître d'un même fait infractionnel ?

Les autorités judiciaires et les parquets de la jeunesse n'ont-ils pas accès aux informations collectées et aux banques de données gérées par les autorités administratives et policières ?

07.02 Laurette Onkelinx, ministre (*en français*) : Selon le procureur général de Mons, il n'y a pas eu de mauvaise communication entre les différents intervenants judiciaires et policiers.

La réforme de la loi de 1965 vise à responsabiliser au maximum les jeunes tout en évitant au maximum les placements. Une mesure provisoire de placement ne peut se faire que dans des circonstances exceptionnelles liées entre autres au risque de récidive. Le placement n'est pas permis au seul titre de sanction. Par ailleurs, il n'existe en effet pas d'accès direct aux informations collectées et aux banques de données gérées par les autorités administratives et policières.

Vous avez évoqué dans l'exposé écrit de votre question le fait que les jeunes étaient déjà connus des services de police « comme des auteurs de troubles dans leur quartier ». Si c'était le cas, j'en déduis qu'il s'agissait de troubles mineurs ne nécessitant pas de dresser un procès-verbal. Sinon le parquet aurait été au courant des antécédents.

07.03 Melchior Wathelet (cdH) : Vous dites qu'il n'y a pas eu de problème d'information. Il y a pourtant eu une réaction forte du bourgmestre de La Louvière et une demande de rapport de votre part.

Il faut absolument améliorer la communication entre les différents services pour qu'ils comprennent la façon dont chacun agit.

L'incident est clos.

08 Question de M. Melchior Wathelet à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "la cessation de paiement du tribunal de première instance de Namur" (n° 14195)

08.01 Melchior Wathelet (cdH) : La presse a évoqué les difficultés que rencontrait le tribunal de première instance de Namur pour payer ses fournisseurs. Le président de ce tribunal a confirmé qu'il était contraint de payer comptant les fournisseurs pour voir les commandes exécutées.

Cela peut poser un problème en terme d'image et de message pour un tribunal censé rendre la justice et notamment condamner les mauvais payeurs. Confirmez-vous la situation de cessation de paiement du tribunal de première instance de Namur ? À quoi est due cette situation ? Estimez-vous que les tribunaux de première instance sont sous-financés ? Combien de tribunaux ont-ils été contraints de postposer leurs paiements par manque de moyens ? Quelles sont les solutions pour remédier à cette situation ?

08.02 Laurette Onkelinx, ministre (*en français*) : Sur base d'un rapport de mon administration, il apparaît qu'aucun tribunal de première instance n'est en situation de cessation de paiement.

En ce qui concerne le fameux achat de désherbant par le greffier en chef du tribunal de Namur à ses frais, je dois vous informer que 244 euros non consommés ont été restitués par la même personne en 2006.

Cela laisse à penser que cette année là, ce crédit était suffisant.

Le tribunal de première instance de Namur a pu être confronté, comme d'autres juridictions, à certaines difficultés saisonnières en fin d'année 2006. Cependant, toutes les factures qui ont été transmises à l'administration centrale pour paiement ont pu être mises en liquidation début janvier 2007.

Enfin, je précise que je n'ai pas reçu de récriminations sur le même thème d'autres juridictions de première instance.

Les moyens décaqués à la Justice restent trop limités malgré les efforts de réinvestissements budgétaires consacrés par ce gouvernement. Néanmoins l'image alarmiste présentée ne correspond pas à la réalité.

08.03 Melchior Wathelet (cdH) : Nous sommes confrontés à des informations contradictoires. Il faudrait faire passer un meilleur message à la population.

L'incident est clos.

09 Questions jointes de

- **M. Claude Marinower à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "les tribunaux du sport" (n° 14232)**

- **M. David Geerts à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "l'arrêt de la Cour d'appel relatif à l'affaire Ye" (n° 14251)**

09.01 Claude Marinower (VLD) : Si je pose cette question aujourd'hui, c'est en raison d'un arrêt en référé de la cour d'appel de Bruxelles du 14 février 2007. D'aucuns considèrent que cet arrêt constitue un précédent dans la mesure où la cour aurait suivi la défense, défense ayant invoqué l'article 6 de la Convention européenne des Droits de l'Homme aux termes duquel une personne ne peut être privée de son emploi sur la base de la jurisprudence privée d'une asbl ordinaire alors que des procédures sont pendantes devant le tribunal civil et, dans le cas présent, également devant le tribunal pénal.

À la suite de cet arrêt en référé, d'aucuns ont émis l'idée qu'il serait peut-être nécessaire de mettre sur pied des tribunaux des sports. Dans *Le Soir* de ce week-end, le pour et le contre ont été soupesés. Comment la ministre analyse-t-elle ce jugement en référé ? Quelle position adopte-t-elle à l'égard de la création de tribunaux des sports ?

09.02 David Geerts (sp.a-spirit) : L'arrêt rendu par la cour d'appel de Bruxelles sème une très grande confusion dans les milieux sportifs. Il dispose que l'Union belge de football ne peut appliquer une sanction disciplinaire à un joueur avant que la procédure devant le tribunal civil ait pris fin. Il est évident que dans le domaine sportif, des actions préventives peuvent toujours être prises, à l'instar de ce qui se pratique dans la fonction publique, mais s'il appert ensuite que la suspension décidée était une mesure abusive, les fédérations risquent fort de devoir acquitter une indemnisation élevée. De plus, une suspension de six ou de douze mois s'avère souvent néfaste pour la suite de la carrière sportive du joueur puni.

La décision de la cour d'appel est de nature à compliquer beaucoup le fonctionnement des commissions disciplinaires au sein des fédérations. Que pense la ministre de cet arrêt ? Dans quelle mesure pense-t-elle qu'une collaboration est possible entre la Justice et les organes disciplinaires internes des fédérations sportives ?

09.03 Laurette Onkelinx, ministre (en néerlandais) : Il serait inadéquat de commenter, en ma qualité de ministre de la Justice, un arrêt d'une cour d'appel qui n'a pas encore été coulé en force de chose jugée et qui a de plus été rendu en référé, si bien que le juge devra encore se prononcer sur le fond par la suite.

La création de tribunaux du sport distincts est contraire à une affectation efficiente du peu de moyens dont la Justice dispose.

Concernant une possible coopération entre la Justice et les organes disciplinaires internes des ligues sportives, je ne puis pas encore répondre, compte tenu du temps de parole dont je dispose aujourd'hui. De plus, il s'agit d'une matière complexe, dans le cadre de laquelle il faut tenir compte de très nombreux facteurs. Je songe par exemple à l'article 144 de la Constitution sur l'organisation du pouvoir judiciaire, à une série de dispositions de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales et au fait que les fédérations sportives sont des organisations privées, ainsi qu'aux règles juridiques européennes en matière de libre circulation des personnes.

(*En français*) Nous devons faire appel à des experts de l'administration pour fournir une réponse exhaustive. Les litiges relevant du droit civil sont de la compétence des cours et tribunaux habituels. Nous ne pouvons déroger à cette règle. La création de tribunaux sportifs ne pourrait conduire à empêcher les tribunaux civils de se saisir de ces questions.

09.04 Claude Marinower (VLD) : Je me félicite de ce que la ministre soit disposée à chercher une solution pour la situation découlant du jugement de la cour d'appel de Bruxelles. Je compte bien recevoir une réponse écrite plus détaillée.

09.05 David Geerts (sp.a-spirit) : Je comprends que la ministre ne soit pas en mesure d'aborder en profondeur ce dossier dans le cadre limité d'une question orale. Nos questions auront à tout le moins permis de se rendre compte de la nécessité d'une bonne collaboration entre les cours et les tribunaux, d'une part, et

les organes disciplinaires internes des fédérations sportives, de l'autre.

L'incident est clos.

Le **président** : Les questions qui n'ont pas pu être posées ce matin sont reportées à la réunion de cet après-midi qui débutera à 14 h 15.

La réunion publique de commission est levée à 11 h 51.

De vergadering wordt geopend om 10.18 uur en voorgezeten door de heer Tony Van Parys.

01 Samengevoegde vragen van

- de heer Alain Courtois aan de vice-eerste minister en minister van Justitie over "de gerechtskosten in strafzaken" (nr. 14072)

- de heer Tony Van Parys aan de vice-eerste minister en minister van Justitie over "het uitblijven van de publicatie van de geïndexeerde tarieven van de gerechtskosten in strafzaken" (nr. 14245)

01.01 Alain Courtois (MR): Welke regeling geldt er in afwachting dat de in de programmawet van 15 december 2006 aangekondigde koninklijke besluiten inzake de gerechtskosten worden uitgevaardigd?

Mag men uit uw rondzendbrief nr. 90 van 18 december 2006 besluiten dat het barema dat onlangs door de Raad van State vernietigd werd, als maximum referentiewaarde zal gehanteerd worden?

Wanneer zullen de vermelde koninklijke besluiten genomen worden? Zal er bij de tariefbepaling van de schalen rekening gehouden worden met het advies van de representatieve organisaties van deskundigen?

01.02 Tony Van Parys (CD&V): De geïndexeerde bedragen 2007 van de vergoedingen voor gerechtskosten in strafzaken zijn nog steeds niet in het *Belgisch Staatsblad* verschenen. Hoe komt dat? Welke vergoedingen mogen momenteel aangerekend worden? De onduidelijkheid is groot.

01.03 Minister Laurette Onkelinx (Frans): Het dispositief van de programmawet legt een wettelijke grondslag voor de gerechtskosten in strafzaken. Die tekst strekt ertoe een commissie voor de gerechtskosten op te richten die als autonome rechtsmacht in bestuurszaken zal optreden. De procedure zal worden verduidelijkt voor wat de verschuldigde bedragen betreft. Er wordt een duidelijk onderscheid gemaakt tussen de beslissing om een expert in te schakelen, de goedkeuring van de aangerekende kosten en het beroep tegen een negatieve beslissing.

Het organiek koninklijk besluit betreffende de commissie voor de gerechtskosten is klaar om door de Koning te worden ondertekend. Mijn collega, de minister van Begroting heeft zopas haar akkoord gegeven en de Raad van State werd om een advies gevraagd.

Het nieuw algemeen reglement wordt momenteel opgesteld. Die tekst zal de thema's uit het algemeen reglement van 1950 overnemen en zal het dispositief reorganiseren. De principes inzake de inning van de kosten blijven ongewijzigd.

Wat de overgangsregeling betreft, wordt in mijn rondzendbrief nr. 90 gesteld dat het baremastelsel voor de erelonen van de experts en de dienstverstrekkers wordt behouden. Vermits het laatste geldige barema door de Raad van State werd vernietigd, wordt het voorgaande opnieuw van kracht.

Aan de magistraten wordt aangeraden dat ze rekening zouden houden met de stijging van de kosten van het levensonderhoud sinds 1999. De gerechtelijke instanties doen er goed aan de experts schriftelijk te laten verklaren dat ze akkoord gaan met het aldus bepaalde bedrag.

Een nieuwe rondzendbrief 90bis zal die principes in herinnering brengen. Overeenkomstig de ministeriële rondzendbrief nr. 90 mag er enkel uitzonderlijk van de vastgelegde bezoldigingsregels worden afgeweken.

De tarifiering werd aan de huidige toestand aangepast en geïndexeerd. Er wordt ook een vergelijking met

onze buurlanden gemaakt.

Ik verwacht dat de gerechtelijke en administratieve overheden de gerechtskosten nauwkeurig toepassen zodat ze het hun toegewezen budget niet moeten overschrijden, zonder dat daarbij de rechterlijke onafhankelijkheid van de rechters wordt aangetast.

(Nederlands) Op 30 oktober 2006 heeft de Raad van State de honorariaschalen voor strafzaken vernietigd bij gebrek aan wettelijke grondslag. Die grondslag is dan opgenomen in de programmawet van 27 december 2006.

Het KB tot instelling van de Commissie voor de Gerechtskosten is voor advies bij de Raad van State. Het KB houdende algemeen reglement wordt aan een budgettaire controle onderworpen. In afwachting van de publicatie van de KB's werden instructies gegeven via rondzendbrieven.

01.04 Alain Courtois (MR): Ik wens dat men bij de vaststelling van de tariefenschalen rekening houdt met het advies van de representatieve organisaties.

01.05 Tony Van Parys (CD&V): Ik sluit me aan bij de heer Courtois.

Het incident is gesloten.

02 Vraag van de heer Patrick De Groote aan de vice-eersteminister en minister van Justitie over "het nagaan van telefoongegevens en/of mailgegevens als opsporingsmethode" (nr. 14120)

02.01 Patrick De Groote (N-VA): Op 6 februari 2007 ondervroeg ik de minister naar aanleiding van een krantenartikel waarin stond dat een Antwerpse onderzoeksrechter het gsm-verkeer van een journalist liet onderzoeken. Wij vonden dat een inbreuk op de wet ter bescherming van de journalistieke bronnen. De minister gaf uiteraard slechts een gedeeltelijk antwoord omdat het onderzoek nog liep, maar ik heb ook enkele algemene vragen.

Welke procedure moet een onderzoeksrechter volgen om telefoon- of mailgegevens op te vragen bij operatoren? Hoe wordt gecontroleerd op misbruik? Worden de betrokkenen op de hoogte gebracht? Kunnen ze de operator vragen of de gegevens werden opgevraagd? Moet de operator daarop antwoorden? Wat zijn de procedures en controles wanneer het gaat om een operatie van de Veiligheid van de Staat?

02.02 Minister Laurette Onkelinx (Nederlands): Bij het opvragen van de oproepgegevens of de lokalisatie van de oorsprong of de bestemming van telecommunicatie moet de onderzoeksrechter de procedure toepassen van artikel 88bis van het Wetboek van strafvordering betreffende de telefoonobservatie. Omdat oproepgegevens of lokalisatiegegevens enkel mogen worden meegedeeld op vordering van de onderzoeksrechter, is de kans op misbruik erg klein. Bovendien kan de kamer van inbeschuldigingstelling steeds een wettigheidscontrole uitvoeren op iedere maatregel die de onderzoeksrechter beveelt.

De eigenaar en/of betrokkene die in verdenking is gesteld, kan steeds kennis nemen van alle elementen van het dossier - waaronder de resultaten van het gevoerde telefonieonderzoek - wanneer de zaak aanhangig wordt gemaakt bij de raadkamer. De vordering van de onderzoeksrechter en de resultaten van het telefonieonderzoek worden steeds onmiddellijk in het strafdossier gevoegd.

De eigenaar en/of betrokkene kan geen navraag doen bij de telecomoperator of het gerecht zijn telefoon- of mailgegevens opvroeg, want artikel 88bis verplicht de operatoren tot geheimhouding.

De Staatsveiligheid beschikt niet over een wettelijke basis om e-mails te onderscheppen of telefoons af te tappen.

Het incident is gesloten.

03 Vraag van de heer Tony Van Parys aan de vice-eersteminister en minister van Justitie over "de directeur van het Coördinatieorgaan voor de dreigingsanalyse" (nr. 14244)

03.01 Tony Van Parys (CD&V): Het KB over de vacature van directeur van het Coördinatieorgaan voor de dreigingsanalyse (OCAD) verscheen op 31 januari 2007 in het *Belgisch Staatsblad*.

De bekwaamheidsvereisten inzake terrorisme en extremisme zijn uiterst vaag omschreven. De kandidaten moeten "kennis hebben van de geopolitieke toestand in terrorismezaken en een goed inzicht hebben in de wereldactualiteit".

Opvallend in het KB is ook de omschrijving van de taalvereisten voor de directeur. Omdat er reeds een Nederlandstalige adjunct-directeur is aangeduid, moet de directeur een Franstalige zijn. De kandidaten moeten beschikken over een elementaire kennis van de andere taal. Dit is volgens mij absoluut onvoldoende. Een dergelijk orgaan vereist absolute tweetaligheid en kennis van het Engels.

Waarom zijn de bekwaamheids- en kennisvereisten zo algemeen gehouden? Hoe verloopt de selectieprocedure? Wanneer zal het OCAD over een directeur beschikken?

03.02 Minister Laurette Onkelinx (*Nederlands*): Artikel 7 van de wet van 10 juli 2006 bepaalt dat de directeur en de adjunct-directeur van het OCAD magistraten moeten zijn die over minstens vijf jaar nuttige ervaring beschikken. Het KB van 23 januari 2007 legt het functieprofiel vast van de directeur en de adjunct-directeur van het OCAD.

De vereisten hebben niet enkel betrekking op ervaring op het vlak van de strijd tegen terrorisme en extremisme, maar ook op het vermogen om een team te leiden, werkmethodes te bepalen en verantwoordelijkheid te dragen voor de evaluaties binnen het OCAD. De directeur moet vooral een goede kennis hebben van de verschillende diensten die samenwerken met het OCAD. Dit moet de informatiestroom tussen de diensten versterken.

De kandidaturen moeten uiterlijk op 2 maart 2007 binnen zijn. Hierna zullen de minister van Binnenlandse Zaken en ikzelf advies vragen aan de federale magistraat die belast is met terrorisme, en van de korpschefs van de magistraten die zich kandidaat stellen voor deze functie. Zodra we over de adviezen beschikken, brengen we verslag uit aan ministerieel comité Inlichtingen en Veiligheid, dat over de kandidaturen zal beraadslagen.

(*Frans*) Ik wil absoluut dat de vergelijking van de bekwaamheidsbewijzen en verdiensten volgens een transparante procedure verloopt. Of er snel een directeur voor het Coördinatieorgaan voor de Analyse van de Dreiging (OCAD) zal worden aangeduid, hangt hoofdzakelijk van het aantal kandidaturen af die we zullen ontvangen.

03.03 Tony Van Parys (CD&V): Een geslaagde zoektocht naar het hoofd van een belangrijk orgaan moet vertrekken van goed omschreven bekwaamheidsvereisten. Het gaat hier over terrorisme en extremisme. De huidige voorwaarden in het KB zijn te vaag. Inzake taalvereisten is het nog erger gesteld. Ik vraag mij af of dit een goede basis is voor een behoorlijke selectieprocedure.

Het incident is gesloten.

04 Samengevoegde vragen van

- de heer Koen Bultinck aan de vice-eersteminister en minister van Justitie over "mogelijke experimenten met gratis heroïneverstrekking" (nr. 14238)
- de heer Jo Vandeuren aan de vice-eersteminister en minister van Justitie over "de heroïne-experimenten in Luik" (nr. 14344)

04.01 Koen Bultinck (Vlaams Belang): Op 15 februari 2007 hebben we de minister van Volksgezondheid kunnen ondervragen over de heroïne-experimenten in Luik. De minister van Justitie was toen geldig verontschuldigd.

Iedereen hoopte in stilte dat deze kwestie niet meer aan de orde zou komen op het einde van de regeerperiode. In de federale drugnota stond duidelijk dat de federale regering geen experimenten met betrekking tot gecontroleerde heroïneverstrekking zou opzetten of betalen. Twee PS-ministers hebben op een persconferentie in Luik laten weten dat men wel degelijk wil overschakelen op heroïne-experimenten.

Is de regering van koers veranderd?

De minister heeft steeds beklemtoond dat gecontroleerde heroïneverstrekking strafbaar is. Geldt dat nu plots niet meer?

De experimenten met gecontroleerde methadonverstrekking verlopen overigens niet zonder problemen en zijn nog niet eens geëvalueerd. Wat is de stand van zaken betreffende de experimenten met methadon? Wordt de wetgeving hierover nageleefd? Wanneer komt er een evaluatie?

Krijgt dit experiment de toestemming van internationale instellingen zoals de International Narcotics Control Board (INCB)?

Gaat het over een regeringsstandpunt?

04.02 Jo Vandeuren (CD&V): Toen er gedebatteerd werd over het cannabisgedoogbeleid, was het standpunt van de regering nog dat we niet aan gecontroleerde heroïneverstrekking zouden beginnen en dat we de resultaten van buitenlandse experimenten moesten afwachten. Daarom zijn we nu verwonderd dat de heroïne-experimenten toch zullen plaatsvinden.

Na een bezoek in Luik werd het mij duidelijk dat de concentratie van drugsgebruikers daar het gevolg is van de manier waarop de drughulpverlening in Wallonië is georganiseerd. Huisartsen schrijven er zonder vorm van controle methadon voor, terwijl er in Limburg een multidisciplinaire omkadering voor is. Nu moet er in Luik aan *harm reduction* worden gedaan, maar de overlast had vermeden kunnen worden door een andere aanpak. Zelfs in Luik moet men toegeven dat men in Vlaanderen op een andere golflengte zit.

Heroïneverstrekking is strafbaar, maar blijkbaar is dat geen probleem.

Waarom werd het vroegere regeringsstandpunt verlaten? Gaat het hier wel over een regeringsstandpunt? De eerste minister ontweek de vraag in de plenaire vergadering en zijn partijgenoot Germeaux stelt ernstige vragen bij dit project. Dat wordt trouwens voorgesteld als een experiment, maar die terminologie is niet correct en wordt enkel gebruikt om aan de wetgeving te ontsnappen. Het gaat hier wel degelijk over *harm reduction*.

Toen de sector van de hulpverlening vroeg om meer opvangcapaciteit voor druggebruikers, was het antwoord van de regering dat daar geen geld voor was. Nu er in Luik een veiligheidsprobleem is ontstaan, is er wel geld voor dit project. Hoe is dat te verklaren? Wanneer komt er een behoorlijk drugbeleid, waarin de juiste prioriteiten worden gesteld? Hebben internationale instanties ingestemd met dit project? Hoe zal men het project financieren?

04.03 Minister Laurette Onkelinx (Nederlands): De vraagstellers gaan wat kort door de bocht als zij dit project voorstellen als gratis heroïneverstrekking. Het gaat hier om een wetenschappelijk experiment met een beperkte duur en een beperkt aantal geselecteerde patiënten. Dit project ligt in de lijn van het globale beleid inzake de strijd tegen drugs, dat een preventief, een therapeutisch en een repressief aspect heeft. We moeten de risico's voor de gebruikers en voor de maatschappij beperken.

Het is niet mijn taak als minister van Justitie om de meerwaarde te bepalen van een experiment ten bate van de volksgezondheid. In andere landen vinden dergelijke experimenten al meerdere jaren plaats. Ook voor de vragen over de financiering van dit project, de medische methadonverstrekking of de toelating van internationale instellingen ben ik niet bevoegd en verwijs ik naar de minister van Volksgezondheid, die onlangs nog in de plenaire vergadering op deze vragen heeft geantwoord. Als minister van Justitie leg ik over

dit project ook geen contacten met de universiteit van Luik, maar ik word door deze instelling wel goed geïnformeerd.

Wat de wetgeving betreft, ben ik het eens met de procureur-generaal van Luik. Dergelijke experimenten zijn mogelijk als ze voldoende medisch omkaderd worden en beperkt zijn in duur en omvang, als er een strikte wetenschappelijke benadering wordt gevolgd en als er een multidisciplinaire evaluatie is. Dat is ook het standpunt van het internationaal controleorgaan voor verdovende middelen van de VN. Heroïneverstrekking buiten een experimenteel kader is daarentegen niet wettelijk.

Het College van procureurs-generaal zal regelmatig op de hoogte worden gehouden van dit project. Omwille van het beperkte karakter van dit experiment, is een rondzendbrief niet nodig.

Deze experimenten passen in het strategisch plan van de stad Luik over de strijd tegen drugsgebruik uit 2003, dat werd voorgelegd aan de eerste minister en waar al meerdere keren over werd vergaderd. De goedkeuring van de regering is voor dit beperkt experiment in principe niet vereist, maar er werd wel steeds zeer transparant over gecommuniceerd.

04.04 Koen Bultinck (Vlaams Belang): De minister gaat zelf nogal kort door de bocht. Wij zijn met de commissie Volksgezondheid naar Zwitserland geweest om de experimenten daar te bekijken. Men kon daar echter geen positieve resultaten voorleggen, dus er bestaat geen enkele wetenschappelijke basis voor deze experimenten.

De minister toont ons vandaag een achterpoortje in de wet: het verstrekken van heroïne is niet strafbaar in het geval van een 'experiment'. Dat lijkt mij een gevaarlijk precedent!

Ik vraag mij af waarom de regering nu, aan het einde van haar regeerperiode, beslist tot dit experiment, terwijl in de federale drugsnota van 2001 duidelijk staat dat er geen experimenten zouden worden opgezet of gefinancierd. Het is triest dat de regering niet eens de moeite heeft genomen om eerst de lopende methadonexperimenten te evalueren.

Ik stel vast dat de eerste minister al sinds 2003 op de hoogte is van de intentie om met dit experiment te starten en dat hij er dus zijn fiat voor heeft gegeven. Dat staat haaks op de kritische houding van sommige van zijn partijgenoten, zoals Jacques Germaux.

Heroïneverslaving is een groot probleem in Luik. Door nu voor 200 van de 3000 Luikse verslaafden een project te organiseren, wil men de indruk wekken dat het probleem wordt aangepakt. De waarheid is dat twee PS-ministers weer eens de gemakkelijkste weg hebben genomen.

04.05 Jo Vandeurzen (CD&V): Enerzijds wordt gepleit voor een geïntegreerde aanpak – preventie, hulpverlening en repressie – van de drugsproblematiek, anderzijds wordt botweg gezegd dat er geen verband is tussen Justitie en Volksgezondheid. De hele regering heeft dit plan bekeken en de eerste minister heeft het goedgekeurd. De andere ministers hebben dus net zo goed een verantwoordelijkheid in dit dossier.

Ik stel mij vragen bij de prioriteiten van de regering. De hulpverleningssector in Vlaanderen vraagt al lang meer middelen voor de opvangcentra voor druggebruikers. Hoe verantwoordt de regering, vanuit het oogpunt van een geïntegreerde aanpak, dat deze centra niet meer middelen krijgen, maar dat er wel een enorm bedrag wordt besteed aan één groep verslaafden helemaal aan het einde van de ketting?

De verwijzing naar buitenlandse projecten gaat niet op omdat we over totaal verschillende contexten spreken. In het buitenland, zoals in Zwitserland, is het multidisciplinaire kader inzake hulpverstrekking aan druggebruikers degelijk uitgebouwd. De heroïneverstrekking gebeurt er zeer gecontroleerd en enkel als allerlaatste middel. In België is de drugproblematiek nog onvoldoende in kaart gebracht: we beschikken amper over een partiële registratie van drugsverslaafden, het fenomeen van het 'methadon shoppen' is nauwelijks onderzocht en de methadondistributie werd nog niet geëvalueerd.

Het is typisch voor paars om foute prioriteiten te stellen en gratis heroïne te verstrekken zonder eerst volop te hebben geïnvesteerd in het netwerk van hulpverlening en zorgtrajecten.

Dat heroïneverstrekking niet strafbaar is, als het gebeurt in het kader van een experiment, vind ik ook maar een rare redenering. Hoe kan dit project een 'experiment van beperkte duur' zijn? Worden de verslaafden na afloop van het experiment misschien gewoon weer de straat op gestuurd? Onzin, dit 'experiment' is in werkelijkheid een project van lange duur, waarvan het enige doel *harm reduction* is.

Er ligt een wereld van verschil tussen de Limburgse aanpak met methadonverstrekking en de Luikse aanpak. Toch had de regering niet de moed eerst de Limburgse methode grondig te onderzoeken. En dan zouden wij niet mogen spreken over een regionalisering van de gezondheidszorg!

Het incident is gesloten.

05 Vraag van mevrouw Yolande Avontroodt aan de vice-eerste minister en minister van Justitie over "het jeugdsanctierecht en de kinder- en jeugdpsychiatrie" (nr. 14147)

05.01 Yolande Avontroodt (VLD): Sinds het nieuwe jeugdsanctierecht van kracht is, komen jonge minderjarigen in gesloten psychiatrische afdelingen voor volwassenen terecht. Nu kan een jeugdrechter tot collocatie beslissen op basis van een eenvoudig medisch rapport, zonder dat daar een jeugdpsychiatrische evaluatie aan te pas moet komen. Een probleem in deze context is ook, dat er geen gesloten psychiatrische instellingen voor kinderen en jongeren bestaan. De Vlaamse kinder- en jeugdpsychiaters vragen dringende aandacht voor dit probleem.

Is de minister op de hoogte van het feit dat er minderjarigen in gesloten instellingen voor volwassenen terechtkomen? Welke maatregelen zal zij nemen om dit te verhelpen? Zal zij hierover overleggen met minister Demotte en met de deskundigen uit de kinder- en jeugdpsychiatrie?

05.02 Minister Laurette Onkelinx (Nederlands): Men heeft mij op de hoogte gebracht van de problematiek. De eindverantwoordelijkheid ligt evenwel niet bij mij, maar bij de ministers Demotte en Vervotte. Desalniettemin ben ik met minister Demotte overeengekomen om begin maart een circulaire te versturen die de jeugdmagistraten erop wijst dat jonge minderjarigen volgens de ziekenhuisreglementering niet onbeperkt in volwassenenafdelingen mogen worden geplaatst. Ook zal de rondzendbrief uitleg geven over de geplande uitbouw van nieuwe for K-bedden en andere vormen van zorgverstrekking voor delinquente minderjarigen met psychiatrische problemen. Deze projecten worden zo snel mogelijk opgestart.

Eerstdaags wordt een protocolakkoord, met als bijlage een ontwerp van samenwerkingsakkoord, ondertekend door mezelf en collega's Demotte, Vervotte, Vienne en Fonck.

De vijf krachtlijnen van dit akkoord zijn: het creëren van een verbindingsfunctie tussen de FOD Justitie en de actoren binnen de geestelijke gezondheidszorg; een uitbreiding van het aantal for K-bedden met 44 (21 in Vlaanderen, 12 in Brussel en 11 in Wallonië); een uitbreiding van het aantal K-bedden met 30 (15 in Vlaanderen, 6 in Brussel, 9 in Wallonië en 3 voor de Duitstalige Gemeenschap); zorgverstrekking via *outreaching*; en de uitbouw en evaluatie van een therapeutisch project in het kader van het ontwerpsamenwerkingsakkoord.

Deze projecten worden integraal gefinancierd door de FOD Volksgezondheid.

Sinds september 2006 is er ook overleg met deskundigen uit de kinder- en jeugdpsychiatrie.

05.03 Yolande Avontroodt (VLD): Met welke deskundigen is er overlegd? Kent de minister de nota van professor Deboutte?

Deze wetenschappelijke analyse zou immers een aanzet tot oplossing kunnen geven. Ik ben blij dat het aantal bedden verhoogd wordt en dat er een echt samenwerkingsakkoord met de Gemeenschappen en de Gewesten komt, zodat een naadloze overgang kan verzekerd worden, maar ik zou graag weten welke deskundigen geraadpleegd zijn.

05.04 Minister **Laurette Onkelinx** (*Frans*): Ik beschik hier niet over de lijst met de deskundigen die werden geraadpleegd, maar zo u wenst, zal ik u die schriftelijk bezorgen.

Het incident is gesloten.

06 Vraag van de heer Melchior Wathelet aan de vice-eerste minister en minister van Justitie over "de erbarmelijke toestand van het gerecht in Eupen" (nr. 14182)

06.01 Melchior Wathelet (cdH): Bij het gerecht in Eupen zijn er al zes jaar maar vijf rechters effectief werkzaam, terwijl de personeelsformatie in zes ambten van rechter voorziet. Bij het parket zijn er maar drie leden actief in plaats van vier en het fiscaal contentieux valt voortaan onder het ressort van de rechtbank, zonder dat ook maar één van de zes rechters die daartoe in het ressort van het hof van beroep van Luik werden benoemd naar Eupen werd overgeheveld.

Die malaise heeft blijkbaar te maken met de toegang tot het ambt van rechter. De Duitstalige kandidaten zijn de Franse taal niet perfect machtig en slagen maar zelden voor het vergelijkend examen of de geschiktheidsproef.

De rechtbank van eerste aanleg is sinds 1988 te krap behuist om er de correctionele zittingen te laten plaatsvinden. Die worden gehouden in het vredegerecht, daar vindt thans bijvoorbeeld het proces van de als gevaarlijk bestempelde Roemenen plaats.

Welke oplossingen worden overwogen teneinde het ambt van rechter toegankelijker te maken voor de Duitstalige kandidaten?

Hebben de architecten van het Themisplan voor de modernisering van de rechterlijke organisatie Eupen over het hoofd gezien?

Hoe zit het met de plannen voor de bouw van een nieuw gerechtsgebouw in Eupen?

06.02 Minister **Laurette Onkelinx** (*Frans*): Ik heb er goede hoop op dat het parket van Eupen dit semester nog extra personeel krijgt. Misschien kunnen er dankzij het mondelinge examen, dat sinds 2006 wordt georganiseerd, ook meer Duitstalige kandidaten toetreden tot de magistratuur.

De moeilijke situatie in Eupen is onder meer te wijten aan de moeilijkheden die Duitstalige kandidaten ondervinden om te slagen voor het vergelijkend toelatingsexamen voor de gerechtelijke stage en het examen inzake beroepsbekwaamheid, die enkel in het Nederlands en het Frans georganiseerd worden.

Wat de talenkennis van de kandidaat-magistraten betreft, kunnen wij niet veel doen, maar de Hoge Raad voor de Justitie zal dit wellicht bespreken in het kader van de examenproblematiek.

Naast de magistraten die benoemd zijn bij het hof van beroep te Luik of op Duitstalig grondgebied is er één magistraat wiens kennis van het Duits en het Frans grondig genoeg is om in Eupen benoemd te kunnen worden.

Hooguit kunnen we de Franstalige magistraten of Nederlandstalige magistraten met een goede kennis van het Frans via de opleiding de mogelijkheid geven een grondige kennis van het Duits te verwerven.

Een aantal gerechtelijke stagiairs kreeg uitzonderlijk toestemming om privéles Duits te volgen.

Het Themisplan voorziet niet specifiek in maatregelen voor Eupen, maar ik twijfel er niet aan dat de

moderniseringscommissie oog zal hebben voor deze moeilijke situatie.

Het dossier over de nieuwe huisvesting van de gerechtelijke diensten van Eupen sleept al meerdere jaren aan.

In november 2004 werd er een oplossing gevonden die erin bestond dat alle gerechtelijke diensten in de gebouwen aan de *Rathausplatz* zouden worden ondergebracht. De gerechtelijke diensten zullen in het huidige gebouw van de rechtbank van eerste aanleg en het parket van de procureur des Konings en in de woningen naast dat gebouw worden ondergebracht. Maar dat is pas mogelijk na een grondige renovatie en de nodige onteigeningen.

Het besluit tot onteigening van de bewoners is in het *Belgisch Staatsblad* van 17 januari 2007 verschenen. Het project zal via een promotieopdracht gerealiseerd worden en wordt op 17 miljoen euro, btw inbegrepen, geschat. De timing voor de voltooiing van het project is zaak van mijn collega die bevoegd is voor de Regie der Gebouwen.

06.03 Melchior Wathelet (cdH): Ik verheug mij over de maatregelen die u aankondigt met betrekking tot het parket.

Het Themisplan moet rekening houden met de taalkundige eigenheid van Eupen en met het feit dat de werktal van de betrokkenen niet de taal is waarin ze hebben gestudeerd.

De kwestie van de huisvesting wordt echt nijpend, zoals al gebleken is naar aanleiding van het proces waarnaar ik al heb verwezen. Ik zal dat ook melden aan de minister die bevoegd is voor de Regie der Gebouwen.

Het incident is gesloten.

07 Vraag van de heer Melchior Wathelet aan de vice-eersteminister en minister van Justitie over "een sanctie voor jongeren die vragen oproept in La Louvière" (nr. 14184)

07.01 Melchior Wathelet (cdH): De burgemeester van La Louvière heeft in de pers de vrijlating veroordeeld van zes minderjarigen en een meerderjarige die tijdens de nacht van 7 op 8 februari molotovcocktails naar de gevel van een psychiatrische en pedagogische instelling hadden gegooid.

Volgens de burgemeester noodzaakt die poging tot criminele brandstichting dat een voorbeeldstraf wordt opgelegd. Na hun aanhouding door de politie op vrijdag werden de daders zaterdag echter allemaal in vrijheid gesteld, zonder dat ze voor de jeugdrechter hoefden te verschijnen.

Die jongeren zouden bekend zijn bij de politiediensten, maar niet bij het gerecht.

Mevrouw de minister, waarom hebt u een rapport over deze zaak gevraagd?

Hoe kan de communicatie tussen de bestuurlijke overheden, de politie en het gerecht worden verbeterd als ze een en hetzelfde strafbaar feit moeten behandelen?

Hebben de gerechtelijke instanties, meer bepaald de jeugdrechtbanken, geen toegang tot de verzamelde informatie en de databanken van de bestuurlijke overheden en de politie?

07.02 Minister Laurette Onkelinx (Frans): Volgens de procureur-generaal van Bergen was er geen sprake van een communicatieprobleem tussen de verschillende gerechtelijke en politionele actoren.

Met de hervorming van de wet van 1965 wil men de jongeren zoveel mogelijk responsabiliseren en worden plaatsingen zo mogelijk vermeden. Een voorlopige plaatsingsmaatregel kan enkel in uitzonderlijke omstandigheden, die onder meer met het risico van herhaling samenhangen. Van plaatsing kan geen gebruik worden gemaakt bij wijze van loutere strafmaatregel. Er bestaat overigens inderdaad geen rechtstreekse toegang tot de door de administratieve en politionele overheden verzamelde gegevens en beheerde databanken.

In de schriftelijke tekst van uw vraag had u het over het feit dat de jongeren bij de politiediensten al bekend stonden als herrieschoppers. Indien dat zo is, leid ik daaruit af dat het om kleinere incidenten ging waarvoor geen proces-verbaal moest worden opgemaakt. Zoniet zou het parket van de voorgeschiedenis op de hoogte zijn geweest.

07.03 Melchior Wathelet (cdH): U zegt dat zich, wat de informatie betreft, geen problemen voordeden. Er kwam nochtans een scherpe reactie van de burgemeester van La Louvière en zelf vroeg u om een verslag.

Er moet absoluut werk worden gemaakt van een betere communicatie tussen de diensten zodat ze een inzicht krijgen in de manier waarop elke dienst functioneert.

Het incident is gesloten.

08 Vraag van de heer Melchior Wathelet aan de vice-eersteminister en minister van Justitie over "de staking van betaling door de rechtbank van eerste aanleg van Namen" (nr. 14195)

08.01 Melchior Wathelet (cdH): De pers heeft gewag gemaakt van de moeilijkheden die de rechtbank van eerste aanleg van Namen ondervond om haar leveranciers te betalen. De voorzitter van deze rechtbank bevestigde dat hij de leveranciers contant diende te betalen om de bestellingen uitgevoerd te zien. Dit betekent mogelijkerwijs een imagoprobleem en een slecht signaal voor een rechtbank die wordt geacht recht te spreken en in het bijzonder wanbetalers te veroordelen. Bevestigt u dat de rechtbank van eerste aanleg van Namen alle betalingen heeft stopgezet? Waaraan is deze situatie te wijten? Bent u van oordeel dat de rechtbanken van eerste aanleg te weinig financiële middelen krijgen? Hoeveel rechtbanken zagen zich genoodzaakt hun betalingen uit te stellen bij gebrek aan middelen? Wat zijn de oplossingen om deze situatie recht te trekken?

08.02 Minister Laurette Onkelinx (Frans): Op grond van een verslag van mijn administratie blijkt er geen enkele rechtbank van eerste aanleg in staking van betaling te verkeren.

Inzake de befaamde aankoop op eigen kosten van een ontkruidverdelger door de hoofdgriffier van de rechtbank van Namen moet ik u meedelen dat in 2006 dezelfde persoon 244 euro die niet werden besteed heeft teruggegeven.

Dat lijkt erop te wijzen dat dit bedrag voor dat jaar volstond.

De rechtbank van eerste aanleg van Namen had, zoals andere rechtbanken, af te rekenen met verscheidene seizoengebonden moeilijkheden aan het eind van 2006. Alle facturen die voor betaling bij het hoofdbestuur werden ingediend konden toch begin januari 2007 worden vereffend.

Afijn, ik wil verduidelijken dat ik over dit onderwerp geen verwijten heb gekregen van andere rechtbanken van eerste aanleg.

De aan Justitie toegewezen middelen blijven te beperkt ondanks de begrotingsinspanningen van de regering. Desalniettemin beantwoordt het gepresenteerde verontrustende beeld niet aan de werkelijkheid.

08.03 Melchior Wathelet (cdH): Wij worden overspoeld met tegenstrijdige informatie. De bevolking moet beter worden ingelicht.

Het incident is gesloten.

09 Samengevoegde vragen van

- de heer **Claude Marinower** aan de vice-eersteminister en minister van Justitie over "sportrechtbanken" (nr. 14232)

- de heer **David Geerts** aan de vice-eersteminister en minister van Justitie over "de uitspraak van het Hof van Beroep inzake de zaak-Ye" (nr. 14251)

09.01 Claude Marinower (VLD): De aanleiding voor mijn vraag is een uitspraak van het hof van beroep van Brussel in kort geding van 14 februari 2007. Deze uitspraak is volgens sommigen een precedent omdat het

hof de verdediging gevolgd zou hebben die zich beroept op artikel 6 van de Europese conventie voor de Mensenrechten. Dat stipuleert dat een persoon zijn werk niet ontnomen mag worden op basis van privérechtspraak van een gewone vzw terwijl er procedures hangende zijn voor de burgerlijke rechtbank en, in dit geval, ook voor de strafrechtbank.

Naar aanleiding daarvan hebben sommigen geopperd dat er nood is aan sportrechtbanken. In *Le Soir* van het weekend werden pro's en contra's tegenover elkaar gezet. Wat is de analyse van de minister van de uitspraak in kort geding? Hoe staat de minister tegenover de oprichting van sportrechtbanken?

09.02 David Geerts (sp.a-spirit): De uitspraak van het hof van beroep in Brussel zorgt voor heel wat verwarring in de sportwereld. Hert arrest bepaalt dat de Belgische Voetbalbond geen speler disciplinair mag straffen vóór de procedure bij een burgerlijke rechtbank is afgelopen. Er kunnen in de sport natuurlijk altijd preventieve acties zoals in de ambtenarij worden genomen, maar indien later blijkt dat de schorsing ten onrechte zou zijn gebeurd, hangt er de bonden een fikse schadevergoeding boven het hoofd. Bovendien is een schorsing van zes of twaalf maanden vaak nefast voor het vervolg van de sportcarrière.

De uitspraak van het hof van beroep bemoeilijkt aanzienlijk de werking van de disciplinaire commissies die actief zijn binnen de sportbonden. Wat vindt de minister van de uitspraak? In welke mate ziet zij een samenwerking mogelijk tussen Justitie en de interne disciplinaire organen van de sportbonden?

09.03 Minister Laurette Onkelinx (Nederlands): Het zou ongepast zijn om in mijn functie van minister van Justitie commentaar te leveren op een arrest van een hof van beroep dat niet alleen nog geen kracht van gewijsde heeft, maar dat bovendien is geveld in kort geding, zodat de rechter zich later nog ten gronde moet uitspreken.

De oprichting van aparte sportrechtbanken strookt niet met een efficiënte besteding van de schaarse middelen waarover Justitie beschikt.

Op de vraag met betrekking tot een mogelijke samenwerking tussen Justitie en de interne disciplinaire organen van de sportbonden kan ik wegens het korte tijdsbestek vandaag nog geen antwoord geven. Dit is bovendien een complexe materie, waarbij met heel wat factoren rekening moet worden gehouden. Ik denk bijvoorbeeld aan artikel 144 van de Grondwet inzake de organisatie van de rechtsmacht, aan een aantal bepalingen van het Europees Verdrag van de Rechten van de Mens en het feit dat de sportbonden privéorganisaties zijn, en aan de Europese rechtregels inzake het vrij verkeer van personen.

(Frans) We moeten een beroep doen op deskundigen van de administratie om een exhaustief antwoord te kunnen geven. De burgerrechtelijke betwistingen vallen onder de bevoegdheid van de gewone hoven en rechtbanken. We mogen niet van die regel afwijken. De oprichting van sportrechtbanken zou de burgerlijke rechtbanken niet kunnen verhinderen over dit soort vragen uitspraak te doen.

09.04 Claude Marinower (VLD): Ik juich de bereidheid toe van de minister om naar oplossingen te zoeken voor de situatie die is ontstaan door de uitspraak van het Brusselse hof van beroep. Ik reken erop dat mij een grondiger schriftelijk antwoord zal worden bezorgd.

09.05 David Geerts (sp.a-spirit): Ik begrijp dat de minister binnen het korte tijdsbestek van een mondelinge vraag dit dossier niet grondig kan uitspitten. Onze vragen zullen dan toch op zijn minst een signaal hebben gegeven dat er dringend moet worden gezocht naar een geoliede samenwerking tussen de hoven en rechtbanken enerzijds en de interne disciplinaire organen van de sportbonden anderzijds.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: De vragen die vanochtend niet aan bod zijn gekomen, worden verschoven naar de vergadering die vanmiddag om 14.15 uur begint.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 11.51 uur.

